

Assemblée Générale de l'ARE (Lyon, les 2 et 3 décembre 1999)
Ordre du jour: 11

Original en français
(Réf. Class.: 426)

DOCUMENT SOUMIS POUR:

INFORMATION

RAPPORT D'ACTIVITE 1999

COMMISSION A "AFFAIRES INSTITUTIONNELLES-COOPERATION INTERREGIONALE"

Structure de travail

- Présidents de la Commission : Monsieur Willi Stachele et Monsieur Ivan Jakovic

Principaux objectifs

- Commission A "Affaires Institutionnelles" :
le projet d'une "Constitution européenne"
le rôle de l'ARE et de sa déclaration sur le régionalisme en Europe dans le débat actuel en vue de l'adoption de la Charte Européenne sur de l'Autonomie régionale du CPLRE;
- Commission A "Coopération interrégionale"
Questions relatives à l'élargissement de l'UE
Développer les Programmes Centurio et l'Université d'été
Favoriser les échanges d'informations entre les régions Est / Ouest

Résultats majeurs et projets en cours

La Commission A a tenu deux réunions, à Stuttgart (volet "Affaires institutionnelles", mai 99) et à Porec (Istrie) (volet "coopération Interrégionale", Août 99).

Ces réunions ont donné lieu respectivement aux résultats suivants¹ :

- Nécessité pour l'ARE de développer sa propre action en faveur de la mise en œuvre du principe de subsidiarité vis-à-vis des institutions européennes et des autorités nationales.
- Contribution spécifique de l'ARE à la prochaine CIG notamment en vue de la reconnaissance au Comité des Régions du statut d'institution à plein titre et en vue de la prise en compte des aspects culturels dans les différents domaines de compétence de l'Union et le respect des diversités linguistiques.
- Soutien de l'ARE au CPLRE en vue de l'adoption de la Charte européenne de l'autonomie régionale
- Lancement d'un plan d'action concret dans le domaine de la coopération pratique interrégionale (réseaux de partenariat, bourse de projets, organisation de la fonction de lobbying de l'ARE...)
- Discussion sur l'Université d'été en vue d'améliorer le programme et la structure d'accueil des participants
- Discussion sur l'implication de l'ARE dans le cadre de la crise au Kosovo

SLP, Strasbourg le 15 Novembre 1999

¹ Voir les comptes-rendus de réunion ci-joints en annexe ainsi que les résolutions, pour un aperçu plus détaillé.



ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE
ASSEMBLY OF EUROPEAN REGIONS
VERSAMMLUNG DER REGIONEN EUROPAS
ASAMBLEA DE LAS REGIONES DE EUROPA
ASSEMBLEA DELLE REGIONI D'EUROPA

Assemblée Générale de l'ARE

(Lyon, 2 et 3 décembre 1999)

Ref. : 11

Original en anglais
(Ref. 426)

Document soumis pour

Information

Commission B Rapport d'Activité 1999

Le Président de la Commission se réfère aux conclusions et rapports des réunions et sessions de la Commission B, qui toutes deux concernent les sessions plénières, ainsi que les événements et réunions organisés par les Sous-Commissions (voir ci-joint).

1. Membres - Organisation et structure de la Commission B

La Commission a achevé avec succès sa réorganisation interne avec la mise en place de trois Sous-Commissions, auxquelles différents groupes de travail sont rattachés. La Commission a également réussi à renforcer sa collaboration avec d'autres groupements interrégionaux, en couvrant les domaines politiques pour lesquels elle est responsable, comme par exemple l'Initiative du Veneto.

L'organisation régulière de réunions de la Présidence de la Commission (trois fois par an) entre ses sessions plénières a grandement contribué à la cohérence interne et à la rationalisation de ses activités politiques.

Des relations de travail étroites et personnelles ont été établies avec le Secrétariat Général et les fonctionnaires collaborant avec les personnes responsables au sein de la Commission.

Les délais de mise à disposition des rapports de travail à tous les membres ont pu être raccourcis avec succès et sont désormais immédiatement disponibles.

La Commission a également pu élargir la participation active de ses membres, notamment de régions italiennes et espagnoles, mais il existe d'autres pistes à explorer pour obtenir une représentation encore plus équilibrée. La participation de régions d'Europe centrale et orientale a considérablement augmenté, grâce aux efforts de la Commission à répondre de manière spécifique aux problèmes de ces régions.

La Commission a tenu deux sessions plénières et a également organisé une Conférence majeure à Trondheim. Ces réunions ont été complétées par des réunions de ses groupes de travail.

2. Travail politique

Mis à part ses propres sessions, la Commission a été associée au courant de l'année à deux événements majeurs de l'ARE. Premièrement, la Commission a été chargée de l'organisation d'une séance de travail sur la cohésion sociale et le partenariat lors de l'Université d'Eté de l'ARE à Porec (29 août - 3 septembre 1999). Deuxièmement, le Président de la Commission a présenté un rapport sur "Santé et Elargissement" au cours de la Conférence sur l'Elargissement à Wrocław (21 octobre 1999).

Immeuble Europe, 20 place des Halles, F – 67054 STRASBOURG Cedex (France)

Téléphone (+33) 3 88 22 07 07 – Téléfax (+33) 3 88 75 67 19

E-mail : secretariat@are-regions-europe.org ou infopresse@are-regions-europe.org



ARE - AER - VRE

La Commission a réussi à faire reconnaître les thèmes qui font partie de ses compétences, par exemple Santé Publique, Services Sociaux, Insertion Sociale, comme étant d'une importance particulière pour une coopération interrégionale accrue. La Commission peut revendiquer qu'en combinant le travail politique et théorique avec des actions concrètes dans le cadre de ses projets, elle n'est plus considérée comme un simple "groupe technique" mais comme la voix politique des régions dans un domaine où la dimension Européenne gagne de plus en plus d'importance.

Cela se reflète dans les contacts réguliers avec les représentants au niveau européen tant de la Commission que du Parlement.

La Commission a réussi à rédiger un certain nombre de projets concrets en réponse à des programmes de l'UE.

Au plan international, la Commission est également reconnue comme l'organe représentatif des Régions. Cela se reflète par la participation à des conférences majeures de l'Organisation Mondiale de Santé (OMS) et par la demande croissante des ONGs pour obtenir le parrainage de l'ARE.

Strasbourg, le 10 novembre 1999
RK/Fsu/FSt-dm-DS/dm

Assemblée Générale de l'ARE (Lyon, 2 et 3 décembre 1999)

Ordre du jour : 11

Document soumis pour :

Original en français

(Réf.class.: 426)

INFORMATION

RAPPORT D'ACTIVITE 1999

COMMISSION C "POLITIQUES REGIONALES"

Structure de travail

- Président de la Commission :

Robert Savy

- Sous-commissions :

1-"Aménagement du territoire" (Devon)

2-"Développement rural et tourisme" (Norrbotten)

- Groupes de travail

"Développement rural durable" (Gloucestershire)

"Communications régionales" (Norrbotten)

Principaux objectifs

- Affirmer et promouvoir la contribution des Régions aux politiques européennes de cohésion territoriale et d'aménagement du territoire
- Développer une coopération structurée avec l'UE, notamment la Commission européenne, en vue d'une consultation réciproque et de la mise en place de Programmes de coopération interrégionale.

Résultats majeurs et projets en cours

La Commission C s'est réunie deux fois en 1999, à Umeå (en mars) et à Strasbourg (en octobre).

Approbation de résolution par la Commission C concernant le SDEC et le soutien à l'UE et son attitude de fermeté concernant la PAC en vue des négociations de l'OMC à Seattle¹ (texte soumis à adoption par l'Assemblée générale)

Soutien de la CRPM sur le découpage de l'arc Atlantique

Maintien et renfort de l'action en faveur des jumelages régionaux : une audition conjointe entre une délégation de l'ARE et le Parlement Européen devrait être prochainement organisée en ce sens.

Création de groupes de travail : le groupe "Nord-Sud" coordonné par la région Calabre (Italie), un groupe sur les aéroports régionaux et un groupe sur la PAC et son suivi.

SLP, Strasbourg, le 15 Novembre 1999

¹ Prochaine réunion de l'OMC à Seattle prévue en décembre 1999.



ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE
ASSEMBLY OF EUROPEAN REGIONS
VERSAMMLUNG DER REGIONEN EUROPAS
ASAMBLEA DE LAS REGIONES DE EUROPA
ASSEMBLEA DELLE REGIONI D'EUROPA

Commission D
Rapport d'Activité 1999

Le Président de la Commission souhaiterait attirer l'attention de l'Assemblée Générale sur les rapports et conclusions de ses deux réunions plénières (voir ci-joint), qui donnent des informations détaillées sur les sujets politiques débattus et les actions entreprises en 1999.

1. Membres : participation et structures, organisation du travail

La Commission D peut être considérée comme l'une des plus importantes, de par la participation de ses membres aux sessions plénières, aux Sous-Commissions et aux Groupes de Travail. La Commission peut compter sur les contributions d'environ 50 régions membres, avec au moins 100 personnalités présentes aux réunions. La répartition de ses régions sur la base de comparaisons Est-Ouest, Nord-Sud, de la taille et des compétences, peut être considérée comme équilibrée. Toutefois, il convient de dire que les contributions des régions ayant des pouvoirs législatifs et des compétences spécifiques en matière de culture et d'éducation (par exemple Allemagne, Espagne, Italie), laissent beaucoup à désirer.

Une plus grande participation des "régions fortes" dans les domaines politiques de la culture et de l'éducation - domaines très sensibles et d'un intérêt majeur au niveau régional - renforcerait la performance politique des Régions sur la scène européenne.

L'organisation du travail, qui comprend différents domaines politiques, est basée sur le concept d'une forte implication des Sous-Commissions et Groupes de Travail en ayant recours aux moyens propres.

La cohésion de la Commission est mise en œuvre au travers de réunions régulières de la "Présidence de la Commission", qui rassemblent toutes les personnes responsables.

2. Sujets politiques

La Commission s'efforce de combiner, d'une part, le développement des points de vue politiques de l'ARE en relation avec les questions européennes et institutionnelles, et d'autre part, le soutien pour des actions concrètes et des projets de dimension interrégionale.

La Commission a adopté un certain nombre de résolutions commentant les décisions et directives des institutions Européennes, par exemple sur des programmes ou Livres Verts (Médias). Des efforts majeurs ont été accomplis afin de maintenir un contact régulier avec les institutions européennes, notamment le PE et la Commission.

La Commission, avec le soutien du Secrétariat, a assisté ses membres dans l'élaboration de propositions de projets (par exemple Livres et Régions) et dans l'établissement de bases de données (par exemple centres régionaux pour la formation d'adultes) qui sont fondamentales pour le développement de la coopération interrégionale.



ARE-AER-VRE

- 2 -

La Commission est de plus en plus sollicitée par les ONGs pour fournir assistance et soutien à des initiatives européennes (par exemple langues régionales et minoritaires) et à des réseaux éducatifs.

Lors de toutes les réunions de la Commission, les administrations et organisations représentatives des régions hôtes ont pu assister aux sessions. La Commission a considéré ces événements comme une excellente occasion pour diffuser le message du succès du concept du régionalisme. De manière générale, la presse locale a effectué une excellente couverture des événements.

Dans ses réunions, la Commission s'est également penchée sur les questions intéressant plus particulièrement les régions hôtes, confirmant ainsi les objectifs de ses travaux dans la mesure où les politiques de chaque région et la coopération interrégionale peuvent fonctionner ensemble au bénéfice de tous les membres. D'intéressantes excursions et visites d'étude dans les régions ont clos une année 1999 plutôt réussie.

Strasbourg, 10 novembre 1999

LP/GS/FS-dm-DS/dm

Ref. : 10	Original en Français (Ref. 426)
Document soumis pour	Décision

Rapport d'Activité du Secrétaire Général faisant fonction

1. En préambule à ce rapport, je souhaiterais rappeler le mandat qui m'a été donné par l'Assemblée Générale à Linz. Je me suis vu confier les responsabilités politiques des activités de l'ARE jusqu'à la fin de l'année 1999. Ce faisant, j'étais supposé assister le trésorier et Monsieur Wehrli dans leurs efforts financiers et budgétaires, et finalement, j'ai été prié d'aider Monsieur Eric Milesi, responsable des travaux du secrétariat de Strasbourg.
2. Ma première action fut de parler au secrétariat et de le convaincre de se concentrer sur les objectifs politiques de l'organisation : pour commencer, nous avons décidé de changer un certain nombre de méthodes de travail (Linz V-6).
3. Cela concerne également l'activité du Bureau de l'ARE à Bruxelles : le poste de travail a été approuvé et les prestations offertes aux membres ont pu commencer.
4. Une meilleure préparation des réunions de la Présidence, du Bureau et des Commissions fut opérée vers la politisation de l'agenda des affaires, afin que davantage de temps soit consacré aux débats démocratiques (Linz V-2).
5. Un changement important fut apporté en insistant de manière continue sur les deux principaux objectifs des activités de l'ARE : débat institutionnel et partenariats entre les membres. Un premier rapport fut rendu au Bureau le 15 février (Linz VI-4).
6. Dans ce cadre de travail, tout fut mis en œuvre, afin de permettre au Bureau d'approuver le budget de l'année suivante à temps. En outre, j'ai essayé de contribuer du mieux possible à la gestion du dossier du Pacte.
7. Le Groupe Stratégique de l'ARE m'a, bien entendu, beaucoup aidé. Celui-ci s'est réuni six fois au cours de l'année, avec notamment une réunion à Salzbourg et une autre dans les locaux du Piémont à Bruxelles. Nous avons modifié le nom et le mandat de ce groupe en conformité avec les instructions du Bureau : au lieu de se pencher sur les stratégies, nous nous sommes plutôt occupés de l'action en cours en 1999 et avons demandé à être nommés "Groupe Consultatif". Nous n'avons pas ressenti le besoin d'un amalgame avec le groupe financier précédent.

L'activité principale fut tournée vers une mise en œuvre correcte de la stratégie de Linz.

Permettez-moi de mentionner quelques problèmes ayant été abordés et qui figureront également sur l'agenda 2000 :

- Problèmes du Bureau de l'ARE : nous devons probablement changer le texte des lois.
 - Répartition du travail de l'ARE : je déplore que nous n'ayons pas réussi à introduire du début jusqu'à la fin ce point dans l'organisation de l'activité politique de l'ARE. Sur ce plan, nous devrions déjà être opérationnels, par exemple dans les attributions de la Commission A, et concernant quelques problèmes politiques spécifiques, comme le régionalisme en Russie, Géorgie, ainsi que notre rôle dans la restauration du Kosovo.
 - Langues : la tension augmente et le Groupe Consultatif devrait à présent donner la priorité à cette question fondamentale.
 - Caravanes : en dépit d'efforts considérables et de la contribution de nombreux membres, les opérations de caravanes n'ont pas encore pu être commencées. A ce jour, nous nous concentrons sur la Hongrie et la Pologne.
 - Les difficultés d'organisation de caravanes touchent de manière étroite le besoin de l'ARE de réagir rapidement vis-à-vis de la tendance à la baisse des adhésions. Le Bureau de Wroclaw a donné un mandat spécifique au Groupe Consultatif, afin d'élaborer une stratégie urgente de défense de la nécessité politique d'existence de l'ARE. Ce sujet aura la plus grande priorité pour le Groupe Consultatif. Un premier rapport devrait être rendu au premier Bureau de l'an 2000.
8. Participation aux réunions des quatre Commissions de l'ARE. Ma politique personnelle fut de participer à la préparation et au suivi des quatre Commissions permanentes (Linz V-5). Lors de chaque réunion, j'ai prié les participants de centrer leur activité spécifique vers les deux objectifs principaux de l'ARE ; je leur ai aussi promis que tout serait mis en œuvre, afin de permettre aux membres de l'ARE de pleinement participer aux débats du Bureau et de l'Assemblée Générale.

Ma préoccupation permanente fut d'informer les quatre Commissions des activités de chacune d'entre elles et des activités du Bureau et de la Présidence. J'ai agi de la même manière pour certains groupes de travail de l'ARE.

Ce faisant, j'ai découvert quelques problèmes dans les activités de la Commission A et dans certaines missions : ces expériences nous permettront de faire mieux dans le futur.

9. Université d'Eté, Centurio, Eurodyssey. J'ai personnellement pris en charge la coordination entre les activités de l'ARE, l'Université d'Eté de Porec et le programme Centurio 1999. J'ai pris l'initiative d'intensifier les relations avec Eurodyssey.
10. Une grande partie de mon temps fut dédiée à améliorer les relations entre l'ARE et les autres membres de la "famille régionale" d'Europe.

Tout d'abord : nos relations avec les institutions Européennes se sont accrues (Commission des Régions et CPLRE). Un intense programme de contacts avec la nouvelle Commission Européenne et le Parlement Européen est en cours.

Je me suis personnellement occupé des relations avec la CRPM (voir Assemblée Générale à Vaasa). De bons contacts ont été noués avec la CCRE (dans la mesure où une cohabitation physique peut à présent être envisagée dans les locaux de la CCRE à Bruxelles, si nous en émettons le souhait). Des contacts personnels ont été développés avec l'ARFE, le RETI et la FEDRE.

Enfin, sur la base de mes conversations personnelles avec le Président de Calre (Conférence des Présidents d'Assemblées législatives des Régions d'Europe), il devrait être possible d'améliorer la coopération de l'ARE avec cette initiative parlementaire nouvellement créée.

A l'origine, nous avons pensé à une nouvelle réunion au sommet des leaders des organisations mentionnées ci-dessus. Au même moment, nous avons cependant affirmé qu'une re-édition de "Vienne 1995" devait être préparée avec attention : c'est ce que je suis en train de faire actuellement. Dans l'intervalle, nous avons déjà réussi à prendre des positions communes, par exemple à propos d'Interreg 3 (Grado), du Kosovo (CCRE), de l'Arc Atlantique (CRPM), de la Commission des Régions, etc.

11. J'ai eu l'honneur de représenter l'ARE lors d'un certain nombre de séminaires et conférences. J'ai participé activement aux programmes de nombreuses cellules de réflexion européennes à Bruxelles, et ai activement contribué à l'organisation de notre propre Conférence à Wroclaw le 21 octobre concernant le rôle des régions dans l'élargissement de l'UE. Le succès de cette conférence nous pousse à en faire un bon suivi...
12. J'ai essayé de développer autant de contacts directs que possible avec les membres de l'ARE. Certains de ces contacts doivent à présent être intensifiés.

La mise en place du site web de l'ARE a permis d'améliorer les contacts au sein du système, mais également avec des éléments extérieurs, comme la Presse Européenne à Bruxelles par exemple.

13. Pour finir, l'ARE a donné son appui à certaines initiatives et a été présente par exemple au Juri du Prix Kaiser Maximilien. Je regrette que l'idée d'une Commission Scientifique n'ait pas été développée : j'espère pouvoir en discuter avec nos organismes homonymes dans un futur proche.

Ce rapport ne reflète pas l'activité du trio qui a été nommé à Linz (Ruey / Wehrli, Milesi, De Belder). Le moteur essentiel qui a conduit au changement de cours de l'ARE fut cependant issu précisément du côté financier, budgétaire et administratif. De ce fait, j'espère que cette énergie (collective) sera également disponible en l'an 2000.

Hans De Belder